



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)**

**VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V,

**VU** la nomenclature des Installations Classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6,

**VU** le décret du Président de la République du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil général, sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

**VU** le décret du Président de la République du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »,

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral n°07/DAIDD/E020 du 25 avril 2007 autorisant au titre de la loi sur l'eau la Société IMC Promotion à réaliser la zone d'activités de la Barogne 8, les bassins et noues correspondantes et à rejeter les eaux pluviales correspondantes dans les eaux superficielles,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 209 du 17 juin 2008 autorisant la Société GEC 4 à exploiter un parc logistique (bâtiments A et B) à Moussy-le-Neuf (77 230), ZA de la Barogne,

**VU** l'arrêté n° IDF-2020-02-28-026 du 28 février 2020 renouvelant et modifiant l'arrêté IDF-2018-02-12-009 du 12/02/2018 accordant à « LOGICOR 1 » l'agrément institué par l'article R.510-1 du code de l'urbanisme,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2020/08/DCSE/BPE/IC du 16 février 2021 portant prolongation de la durée d'instruction de la demande d'autorisation environnementale, présentée par la « SAS LOGICOR 1 » pour son projet d'exploitation d'un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne, sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230),

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/12/DCSE/BPE/IC du 18 mars 2022 portant ouverture d'une enquête publique environnementale unique relative au projet porté par la « SAS LOGICOR 1 » pour une durée de 32 jours du 19 avril au 20 mai 2022 inclus sur le territoire des communes de Moussy-le-Neuf (77) et de Vémars (95),

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/18/DCSE/BPE/E du 20 juillet 2022 autorisant l'extension de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Barogne à Moussy-le-Neuf, portée par la société VERETHRAGNA,

**VU** l'arrêté préfectoral n°22/BC/045 du 27 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance,

**VU** le courrier préfectoral du 24 janvier 2012 actualisant la situation administrative du site de la Société GEC 4 à Moussy-le-Neuf,

**VU** le courrier préfectoral du 26 novembre 2012 actant le changement d'exploitant au profit de la « SAS LOGICOR 1 »,

**VU** le courrier préfectoral du 23 novembre 2021 actualisant la situation administrative du site de la « SAS LOGICOR 1 » à Moussy-le-Neuf,

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'Environnement,

**VU** les avis des services consultés en application de l'article D.181-17-1 du Code de l'Environnement,

**Vu** l'avis délibéré n°MRAe APJIF-2022-008 du 10 février 2022 de la Mission régionale d'Autorité environnementale d'Île-de-France à l'égard du projet d'extension du parc logistique LOGICOR 1 à Moussy-le-Neuf (77 230), porté par la « SAS LOGICOR 1 »,

**Vu** le mémoire du 21 février 2022 de la « SAS LOGICOR 1 » en réponse à l'avis délibéré du 10 février 2022 de la Mission régionale d'Autorité environnementale d'Île-de-France,

**VU** le rapport du 14 février 2022 de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, déclarant complet et régulier le dossier déposé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par la «SAS LOGICOR 1», visant l'exploitation d'un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux dans la ZAE de la Barogne à Moussy-le-Neuf (77 230),

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du 23 mars 2022 du bassin Seine Normandie publié le 6 avril 2022,

**VU** la décision n° E22000023/77 du 24 février 2022 du président du tribunal administratif de Melun désignant Madame Marie-Françoise SÉVRAIN pour conduire, en qualité de commissaire enquêteur, l'enquête publique environnementale unique,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/12/DCSE/BPE/IC du 18 mars 2022 portant ouverture et organisation d'une enquête publique unique relative au projet porté par la «SAS LOGICOR 1» pour une durée de 32 jours du 19 avril au 20 mai 2022 inclus sur le territoire des communes de Moussy-le-Neuf (77) et de Vémars (95),

**VU** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique réalisé dans les communes de Moussy-le-Neuf (77) et de Vémars (95),

**VU** les publications des 30 mars et 20 avril 2022 de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux (« Le Parisien 77 Seine-et-Marne » et « La Marne »),

**VU** les registres d'enquête papier et électronique de l'enquête publique qui s'est tenue du 19 avril au 20 mai 2022 et l'avis du commissaire enquêteur formulé dans son rapport du 21 juin 2022 validé le 12 juillet 2022 par le président du tribunal administratif de Melun (sans demande de compléments),

**VU** l'avis favorable émis par le conseil municipal de la commune de Moussy-le-Neuf,

**VU** l'avis favorable émis par la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) au permis de construire, et l'avis réputé favorable en l'absence de délibération sur la demande d'autorisation environnementale,

**VU** l'avis réputé favorable de la commune de Vémars (95), en l'absence de délibération sur cette demande,

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne,

**VU** le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France du 22 août 2022 et les propositions de l'Inspection des Installations Classées,

**VU** l'avis du 08 septembre 2022 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courriel du 12 septembre 2022,

**VU** le courriel de la «SAS LOGICOR 1» du 13 septembre 2022 confirmant l'absence d'observations sur ce projet d'arrêté et ses prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** le dossier de demande d'autorisation environnementale, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, déposé le 10 juillet 2020 et complété les 17 décembre 2020, 2 et 30 novembre et 2 décembre 2021, et 11 février 2022 par la «SAS LOGICOR 1», visant l'exploitation d'un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux dans la ZAE de la Barogne à Moussy-le-Neuf (77 230),

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale,

**CONSIDÉRANT** le dossier déposé à l'appui de sa demande, les compléments apportés et le dossier consolidé,

**CONSIDÉRANT** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence de faune et flore sur le site,

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie,

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'Environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

La «SAS LOGICOR 1», dont le siège social est situé 134 boulevard Haussmann à PARIS (75 008), est autorisée à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux dans la ZAE de la Barogne à Moussy-le-Neuf (77 230), selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

### **Article 2 :**

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

### **Article 3 - Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'Environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'Urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **Article 4 - Surveillance**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

### **Article 5 - Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 6 - Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'Environnement.

### **Article 7 – Information des tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MOUSSY-LE-NEUF où elle pourra être consultée,
2. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de MOUSSY-LE-NEUF pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la Préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77010 MELUN Cedex) par les soins de Monsieur le Maire de MOUSSY-LE-NEUF,
3. Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38, à savoir : Vémars (95) et la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France (CARPF),
4. Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 8 : Notification et exécution**

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire de MOUSSY-LE-NEUF,
- Mme la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la «SAS LOGICOR 1 » sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 septembre 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,

  
Cyrille LE VÉLY

### **Destinataires d'une copie :**

- M. Nilson ADOU, président de la «SAS LOGICOR 1 »,
- M. le Préfet du Val d'Oise,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- MM. les Maires de MOUSSY-LE-NEUF et VÉMARS (95),
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France (CARPF),
- Mme la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- M. le Chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la Cheffe du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC),
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- M. le Directeur départemental des territoires (DDT),
- M. le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS) d'Île-de-France,
- Mme la Directrice Dde la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

## Table des matières

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	9
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	9
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	9
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	12
ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	12
ARTICLE 1.5 - Garanties financières.....	13
ARTICLE 1.6 - Implantation.....	13
ARTICLE 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	13
ARTICLE 1.8 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	13
ARTICLE 1.9 - Modification des conditions d'exploitation.....	14
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	15
ARTICLE 2.1 - Conception des installations.....	15
ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets.....	15
ARTICLE 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	16
ARTICLE 2.4 - Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air.....	16
ARTICLE 2.5 - Dispositions spécifiques.....	16
TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	17
ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	17
ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	17
ARTICLE 3.3 - Limitation des rejets.....	20
ARTICLE 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets.....	20
ARTICLE 3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	20
ARTICLE 3.6 - Dispositions spécifiques sécheresse.....	20
ARTICLE 3.7 - SDAGE Seine-Normandie 2022-2027.....	21
TITRE 4 - Autorisation embarquées et mesures d'évitement, de réduction et de compensation.....	22
ARTICLE 4.1 - Autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales.....	22
ARTICLE 4.2 - Autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés.....	22
ARTICLE 4.3 - Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés.....	22
ARTICLE 4.4 - Autres mesures d'évitement, réduction et compensation.....	22
ARTICLE 4.5 - Dispositions particulières applicables aux éoliennes.....	22
ARTICLE 4.6 - Suivi des mesures.....	22
ARTICLE 4.7 - Travaux de construction du bâtiment C.....	23
ARTICLE 4.8 - Stationnement sur le site.....	23
TITRE 5 - Protection du cadre de vie.....	24
ARTICLE 5.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	24
ARTICLE 5.2 - Limitation des Émissions lumineuses.....	24
ARTICLE 5.3 - Insertion paysagère.....	25
TITRE 6 - Prévention des risques technologiques.....	26
ARTICLE 6.1 - Conception des installations.....	26
ARTICLE 6.2 - Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	33
ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	33
ARTICLE 6.4 - Prévention des accidents liés au vieillissement.....	36
ARTICLE 6.5 - Prévention du risque inondation.....	36
ARTICLE 6.6 - Travaux d'entretien et de maintenance – permis de feu.....	37
ARTICLE 6.7 - Exercice de lutte contre l'incendie.....	37
TITRE 7 - Prévention et gestion des déchets.....	38
ARTICLE 7.1 - Prévention et gestion des déchets.....	38
ARTICLE 7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	38
ARTICLE 7.3 - Limitation du stockage sur site.....	38
ARTICLE 7.4 - Gestion des déchets reçus par l'installation.....	38
ARTICLE 7.5 - Séparation des déchets.....	38

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

ARTICLE 7.6 - Registre des déchets.....	39
TITRE 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	40
ARTICLE 8.1 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques n°s 1510, 2925 et 4331.....	40
ARTICLE 8.2 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	41
ARTICLE 8.3 - Activités connexes.....	42
ARTICLE 8.4 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	42
ARTICLE 8.5 - Produits phytosanitaires.....	42
ARTICLE 8.6 - Présence éventuelle de locataires de cellules au sein de l'entrepôt.....	42



**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

**ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

**Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société LOGICOR 1 (SAS) (SIRET : 490 526 829 00026), dont le siège social est situé 134 boulevard Haussmann à PARIS (75 008) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, (et de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 209 du 17 juin 2008 dont les prescriptions sont remplacées par le présent arrêté), à exploiter sur le territoire de MOUSSY-LE-NEUF (77 230), au ZAE de la Barogne (coordonnées Lambert 93 : X=670222.26 et Y=6885333.49), les installations détaillées dans les articles suivants.

**Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
MOUSSY-LE-NEUF	Bâtiments A et B existants : n°s 11 à 15, 17 à 19, 67, et en partie n°s 16, 25 à 27, 80, 84
	Bâtiment C : n°s 23, 24, 28 à 32 et en partie n°s 16, 25 à 27

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 265 431 m².

**Article 1.1.3 - Autorisations embarquées**

Sans objet

**Article 1.1.4 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

**Article 1.1.5 - Agrément des installations**

Sans objet

**ARTICLE 1.2 - Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1510-1	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le	Entrepôt de stockage	3 bâtiments de stockage (A, B, C)  Volume de l'entrepôt :	A

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

	stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement		1 019 179 m <sup>3</sup> Capacité de stockage : 77 775 t  pouvant contenir : 175 733 m <sup>3</sup> de papier/carton, 175 733 m <sup>3</sup> de bois, 175 733 m <sup>3</sup> de divers polymères	
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Stockage	Dans le bâtiment C : 366 t	E
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudières	Total : 4,28 MW  dont : - bâtiment A : 1 chaudière de 880 kW - bâtiment B : 2 chaudières de 950 kW (1 900 kW au total) - bâtiment C : 2 chaudières de 750 kW (1 500 kW au total)  Toutes les chaudières fonctionnent au gaz naturel	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de	Ateliers de charge	Puissance totale :	D

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

	charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	d'accumulateurs	875 kW :  dont : 2 pour le bâtiment A (cellule A1 : 100 kW et A4 : 75 kW)  2 pour le bâtiment B (cellule B1 : 100 kW et B7 : 100 kW)  4 pour le bâtiment C (aux 4 coins du bâtiment) d'une superficie totale de 771 m²)	
4321	Aérosols « extrêmement inflammables » ou « inflammables » de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 500 t	Stockage	Dans le bâtiment C : 100 t	NC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non Classé)

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires (gestion informatisée des stocks par rubrique ICPE, harmonisée et globalisée pour l'ensemble du site, connaissance des stocks en temps réels, etc.) afin de pouvoir justifier à tout moment et en toutes circonstances que la situation administrative de l'établissement est bien respectée :

- non atteinte des seuils des régimes de déclaration, enregistrement ou autorisation pour des rubriques non listées dans le tableau ci-dessus,
- non atteinte du classement « seuil bas » ou « seuil haut » par la règle des cumuls au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes, conformément à l'arrêté préfectoral n°07/DAIDD/E020 du 25 avril 2007 au titre de la loi pour la zone d'activités de la Barogne 8 :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface	Rejet d'eaux pluviales	Surface concernée : 26,55 ha	A

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

	correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, était : 1- supérieure ou égale à 20 ha			
3.2.3.0-2	Plans d'eau, permanents ou non : 2- dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Plan d'eau non permanent	0,9 ha	D

(\*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

**Article 1.2.1 - Réglementation Seveso**

Sans objet

**Article 1.2.2 - Réglementation IED**

Sans objet

**ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

**ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

**Article 1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

L'exploitant devra notamment notifier au Préfet la date d'arrêt définitif des installations 3 mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Cette notification devra indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du Code de l'Environnement, des terrains concernés du site, à savoir :

1. l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents,
2. des interdictions ou limitations d'accès,
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'Inspection des Installations Classées.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Le cas échéant, la notification inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

**Article 1.4.2 - Durée de l'autorisation**

Sans objet

**ARTICLE 1.5 - Garanties financières**

Sans objet

**ARTICLE 1.6 - Implantation**

Les 3 bâtiments sont situés au minimum à 20 m des limites de propriété.

**ARTICLE 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

**ARTICLE 1.8 - Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané**

Sans objet

**ARTICLE 1.9 - Modification des conditions d'exploitation**

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'Environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Dans le cas d'un projet d'installation de panneaux solaires et/ou photovoltaïques, celui-ci doit faire l'objet d'un porter à connaissance, avant sa réalisation ; le respect de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* doit être étudié, de l'arrêté du 05 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme, et le cas échéant le respect du schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) doivent être évoqués. Une mise à jour de l'étude de dangers permettant de déterminer si la modification est substantielle ou non au sens du R.181-46 du Code de l'Environnement doit également être transmise.

Ces modifications ne pourront être réalisées qu'après accord du Préfet de Seine-et-Marne.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

**ARTICLE 2.1 - Conception des installations**

**Article 2.1.1 - Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance (kW)	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n° 1	Chaudière	880	Gaz naturel	Dans le bâtiment A (arrière de la cellule A4)
Conduit n° 2	Chaudière	950	Gaz naturel	Dans le bâtiment B (Sud de la cellule B7)
Conduit n° 3	Chaudière	950	Gaz naturel	
Conduit n° 4	Chaudière	750	Gaz naturel	Dans le bâtiment C (Sud-Ouest de la cellule C3)
Conduit n° 5	Chaudière	750	Gaz naturel	

**Article 2.1.2 - Conditions générales de rejet**

	Hauteur en m	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduits n° 1 à 5	15	5

**ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets**

**Article 2.2.1 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

**Article 2.2.1.1. Émissions canalisées**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n°s 1 à 3	Conduit n°s 4 et 5
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3 %	3 %
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150	100
CO	100	5

Le rendement de chacune des chaudières est supérieur à 90 %.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**Article 2.2.1.2. Émissions diffuses**

Sans objet

**Article 2.2.2 - Odeurs**

Sans objet

**Article 2.2.3 - Composés Organiques Volatils**

Sans objet

**ARTICLE 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère**

**Article 2.3.1 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère (5 points de rejets).

Le premier contrôle est effectué 4 mois au plus tard après la mise en service de l'installation, pour les rejets n° 4 et 5.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Article 2.3.2 - Surveillance des émissions diffuses**

Sans objet

**Article 2.3.3 - Bilan des émissions**

Sans objet

**Article 2.3.4 - Mesures «comparatives»**

Sans objet

**ARTICLE 2.4 - Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air**

Sans objet

**ARTICLE 2.5 - Dispositions spécifiques**

Sans objet



**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

**ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau**

**Article 3.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal hebdomadairement (m <sup>3</sup> /j)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau	Communal de MOUSSY-LE-NEUF	35	15 000

Le débit de fuite total (l'ensemble du site) maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha, soit 191 m<sup>3</sup>/h (pour une superficie totale du site de 265 431 m<sup>2</sup>)

**Article 3.1.2 - Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux**

Sans objet

**ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

**Article 3.2.1 - Points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
 de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
 sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Réf.	Nature des effluents	Traitement sur le site	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
N°1	Eaux usées (EU) (bâtiments A et B)	/	Réseau communal des eaux usées	STEP communale de MOUSSY-LE-NEUF	Autorisation + convention
N°2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) (bâtiments A et B)	Séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin de 3 400 m <sup>3</sup>	Bassin d'orage de 4 500 m <sup>3</sup> à l'Est du bâtiment B, puis le bassin de rétention du Marais de 3 400 m <sup>3</sup> , le réseau communal des eaux pluviales et enfin la Biberonne.	Milieu naturel	Autorisation + convention
	Eaux pluviales non polluées (EPnp) (bâtiments A et B)	/	Les eaux non polluées (EPnp) provenant du bâtiment A sont collectées dans une noue engazonnée avant de rejoindre le bassin d'orage de 4500 m <sup>3</sup> .		
N°3	Eaux usées (EU) (bâtiment C)	/	Réseau communal des eaux usées	STEP communale de MOUSSY-LE-NEUF	Autorisation + convention
N°4	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) (bâtiment C)	Séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin d'orage	<u>EPp</u> : bassin de rétention de 2 246 m <sup>3</sup> , <u>puis toutes les eaux pluviales (EPp et EPnp)</u> : le bassin d'orage de 3 690 m <sup>3</sup> , puis le bassin de rétention du Marais de 3 400 m <sup>3</sup> , le réseau communal des eaux pluviales et enfin la Biberonne	Milieu naturel	Autorisation + convention
	Eaux pluviales non polluées (EPnp) (bâtiment C)	/			

### **ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les eaux pluviales non polluées ou après passage par le séparateur d'hydrocarbures doivent préférentiellement être infiltrées sur le site.

Afin de permettre l'infiltration des pluies courantes à la parcelle (10 mm), des zones de dépression d'une surface totale de 4 000 m<sup>2</sup> sont mises en place au niveau des espaces verts à l'Est et à l'Ouest du bâtiment C.

L'autorisation de raccordement de la collectivité en charge de la collecte des eaux pluviales est à transmettre à la DDT avant le démarrage des travaux du bâtiment C.

Une vanne de barrage est implantée en amont du bassin d'orage de 4 500 m<sup>3</sup> situé entre les bâtiments B et C, pour les bâtiments A et B, et en amont du bassin d'orage de 3 690 m<sup>3</sup> situé à l'Ouest du bâtiment C, pour le bâtiment C (vanne située au sud-Ouest du bâtiment C). En cas d'incendie, ces vannes sont fermées afin de retenir les eaux d'extinction sur la dalle et dans les quais de l'établissement. Ses fermetures automatiques seront asservies au déclenchement de l'installation sprinkler.

Le séparateur d'hydrocarbures a une capacité minimale de traitement de 20 l/s et est au moins équipé d'un dégrilleur, d'un obturateur automatique vérifié annuellement, d'un dispositif de prélèvement d'échantillon, d'une alarme et d'un débourbeur.

Les séparateurs sont entretenus de façon à assurer leur fonctionnement nominal. Les boues et les eaux de curage des séparateurs sont enlevées puis traitées dans des installations dûment autorisées à cet effet aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Le pétitionnaire assure les opérations d'entretien suivantes :

- curage du réseau au moins une fois par an et visites régulières,
- tonte du bassin au moins 6 fois par an,
- évacuation des détritiques dans le bassin une fois par mois,
- visite annuelle des ouvrages hydrauliques,
- curage régulier des bassins (tous les 15 ans en fonction du taux d'envasement prévisionnel).

#### **Article 3.2.2 - Dispositions générales**

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **Article 3.2.3 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet**

Pour les rejets dans le milieu naturel, les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Pour les rejets dans une station collective, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**ARTICLE 3.3 - Limitation des rejets**

**Article 3.3.1 - Caractéristiques des rejets externes**

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Sans préjudice de l'autorisation loi sur l'eau accordée pour la ZAE de la Barogne et de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public pouvant imposer des valeurs limites d'émission plus contraignantes, les eaux pluviales (points de rejets n° 2 et 4) respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

- Température maximale : 23,5°C (tolérance de 2 degrés)
- pH : compris entre 6 et 8,5,
- Débit maximum horaire : 90 m<sup>3</sup>/h, correspondant à 25 l/s.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/L)
Hydrocarbures	7008	0,2
MES	1305	20
DCO	1314	25
DBO <sub>5</sub>	1313	5

**Article 3.3.2 - Rejets internes**

Sans objet

**ARTICLE 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets**

**Article 3.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau**

Sans objet

**Article 3.4.2 - Contrôle des rejets**

L'exploitant réalise annuellement le contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées aux points de rejets n° 2 et 4 afin de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de traitement des eaux pluviales. La liste des paramètres à analyser est précisée à l'article 3.3.1.

**Article 3.4.3 - Contrôles de recalage (eau)**

Sans objet

**ARTICLE 3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols**

Sans objet

**ARTICLE 3.6 - Dispositions spécifiques sécheresse**

Sans objet

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**ARTICLE 3.7 - SDAGE Seine-Normandie 2022-2027**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Elle respecte les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) en vigueur.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'exploitant doit pouvoir faire la démonstration de la compatibilité de son installation avec le SDAGE en vigueur.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

---

**TITRE 4 - AUTORISATION EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE  
RÉDUCTION ET DE COMPENSATION**

---

**ARTICLE 4.1 - Autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales**

Sans objet

**ARTICLE 4.2 - Autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés**

Sans objet

**ARTICLE 4.3 - Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés**

Sans objet

**ARTICLE 4.4 - Autres mesures d'évitement, réduction et compensation**

Conformément à la proposition de l'exploitant, une étude faune et flore complémentaire est prévue. Dans le cas où cette étude n'aurait pas été transmise avant fin 2022, elle doit être réalisée en février-mars 2023. Un écologue réalisera un diagnostic écologique du site et donnera un ensemble de prescriptions à réaliser. Ces éléments devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception, et au plus tard avant fin mai 2023.

Afin de réduire le risque de destruction ou de perturbation des individus, les travaux doivent être réalisés en période automnale ou hivernale (août à février), soit hors période favorable à la reproduction (oiseaux, mammifères, insectes), sous réserve de l'accord du Préfet suite à l'étude faune et flore susmentionnée. Une vérification du cycle biologique doit être réalisée avant le début des travaux ; celle-ci doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit. Le cas échéant, les dates des travaux devront être modifiées.

Dès le début des travaux, des mesures doivent être prises pour limiter au maximum la présence des espèces végétales à caractère invasif. A cette fin, les machines et engins de chantier utilisés pour la destruction des espèces végétales exotiques doivent être nettoyés sur des aires dédiées pour maîtriser les eaux de ruissellement avant et après utilisation. De plus, les matériaux utilisés pour le remblaiement ne doivent pas contenir de fragments d'espaces végétales exotiques envahissantes, et les sols remaniés et laissés à nu doivent être végétalisés à titre préventif avec des espèces autochtones ou recouvrir les zones par des géotextiles. Les places de stockage temporaire du matériel et des matériaux doivent être couvertes.

**ARTICLE 4.5 - Dispositions particulières applicables aux éoliennes**

Sans objet

**ARTICLE 4.6 - Suivi des mesures**

Sans objet

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**ARTICLE 4.7 - Travaux de construction du bâtiment C**

La base de vie, la fosse de lavage des toupies béton et de ravitaillement en hydrocarbures doit être éloignée à minima de 200 m des zones à enjeux.

Des mesures doivent être prises pour limiter au maximum l'émanation de poussières et le bruit généré. Les travaux sont réalisés de jour, le bruit généré par les camions est limité. Un suivi des nuisances est à mettre en place notamment pour les ZER proches.

D'autre part, dès le début du chantier, les installations de chantier sont aménagées de façon à éviter tout risque de ruissellement et d'infiltration vers le milieu naturel, notamment par la mise en place d'aires étanches pour l'entretien des engins de chantier, le nettoyage des outils et le stockage de produits dangereux, l'interdiction de rejets polluants dans les réseaux d'assainissement, le traitement des éventuels effluents d'origine humaine (baraque de chantier), la récupération et l'élimination appropriée des déchets dangereux.

Par temps sec, les surfaces sont arrosées afin de limiter l'envol de poussières.

Durant les travaux, l'exploitant doit :

- inventorer et cartographier finement les individus d'espèces végétales invasives présentes au sein des emprises du chantier, juste avant le démarrage des travaux,
- supprimer les stations d'espèces végétales exotiques envahissantes présentes au sein des emprises de travaux en se référant au protocole de chaque espèce,
- nettoyer les machines et engins de chantier utilisés pour la destruction des espèces végétales exotiques et avant intervention sur le chantier. Ces nettoyages doivent être réalisés sur des aires de nettoyage dédiées permettant de maîtriser les eaux de ruissellement via des dispositifs de décantation, de traitement et de filtration,
- utiliser dans les cadres des travaux de remblaiement, des matériaux ne contenant pas de fragments d'espèces végétales exotiques envahissantes. L'origine des matériaux utilisés doit être connue,
- végétaliser à titre préventif les sols remaniés et laissés à nu, avec des espèces autochtones ou recouvrir les zones par des géotextiles. Les places de stockage temporaire du matériel et des matériaux doivent être couvertes,
- supprimer toute nouvelle station dans le cadre de la gestion des espaces verts qui sera mise en place.

**ARTICLE 4.8 - Stationnement sur le site**

Le nombre de place de parking pour les véhicules légers et les zones d'attente pour les poids lourds doivent être suffisamment dimensionnés pour notamment ne pas gêner la circulation en dehors du site (notamment au niveau du rond-point à proximité immédiate au Sud du site).

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

**ARTICLE 5.1 - Limitation des niveaux de bruit**

Les zones à émergence réglementée et les points de mesure sont définis par le plan en annexe.

**Article 5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ( $L_{aeq}$ ) ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

**Article 5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

**Article 5.1.3 - Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Article 5.1.4 - Bruits à tonalité marquée**

Sans objet

**Article 5.1.5 - Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

**ARTICLE 5.2 - Limitation des Émissions lumineuses**

Le site n'est pas à l'origine d'émissions lumineuses lorsque le site n'est pas en fonctionnement, y



**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

compris durant la phase de travaux de construction du bâtiment C.

**ARTICLE 5.3 - Insertion paysagère**

L'aménagement paysager est mis en place conformément au dossier d'autorisation, notamment :

Un merlon paysager ou écran végétal est prévu au Sud, à l'Est et au Nord-Est du bâtiment C.

50 arbres à hautes tiges doivent être implantés à proximité du parking du bâtiment C.

Pour les espaces verts, l'exploitant veille à :

- éviter les espèces réputées invasives comme l'Ailante (*Ailanthus altissima*), le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), la Symphorine (*Symphoricarpos albus*), l'Arbre à papillons (*Buddleja davidii*), le Sumac amarante (*Rhus typhina*), ...
- éviter l'espèce Ray-grass anglais (*Lolium perenne*) qui se développe facilement au détriment d'autres espèces,
- éviter les formations arbustives homogènes de type Thuya,
- privilégier des espèces attractives pour les oiseaux pour les ensembles arbustifs (épineux, arbustes à baies),
- privilégier les essences herbacées en graminées (95%), telles que Agrostide commun, Agrostis stolonifère, Dactyle aggloméré, Fétuque élevée, Fétuque des prés, Fétuque rouge, Fléole des prés, Pâturin des prés.

Le semis a lieu en fin d'été-début automne (avant octobre), ou en début de printemps.

Pour les bosquets arbustifs, l'exploitant veille à l'intégration d'essences à épines et à baies à l'intérieur de ces bosquets, telles que Aubépine à un style, Charme, Cornouiller sanguin, Eglantier, Erable champêtre, Fusain d'Europe, Noisetier, Prunellier, Sureau noir, Troène commun, Viorne mancienne, Viorne obier.

Concernant les plantations arborées plusieurs essences sont envisageables en fonction des conditions stationnelles. Les essences suivantes doivent être privilégiées : Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), Bouleau verruqueux (*Betula pendula*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Hêtre (*Fagus sylvatica*), Charme commun (*Carpinus betulus*), Merisier (*Prunus avium*), ...

Les espaces verts doivent faire l'objet d'une gestion extensive (une seule fauche annuelle en septembre), et privilégier la pratique de méthodes douces :

- supprimer le recours aux herbicides et produits phytosanitaires : préférer le débroussaillage, et la mise en place d'un tapis de couvre-sols qui empêche l'installation des adventices ou utiliser un paillage d'écorces broyées,
- limiter les épandages d'engrais et préférer les engrais organiques ou à libération lente aux engrais chimiques souvent riches en métaux lourds,
- gestion d'espaces prairiaux par fauche annuelle exportatrice,
- taille douce des arbres,
- taille de formation.

Les bassins d'orage du site sont équipés d'un dispositif d'échappatoire permettant aux petits animaux tombés de ressortir du bassin (bande de grillage ou bande plastique avec échelons).

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

**ARTICLE 6.1 - Conception des installations**

**Article 6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu**

Le site dispose de 3 bâtiments d'entreposage :

Bâtiments	Dimensions	Surface au sol	Cellules et stockages	Mezzanine
A	Longueur : 157 m, largeur : 109 m, hauteur moyenne : 12 m (hauteur utile : 9,9 m)	15 510 m <sup>2</sup>	4 cellules : <ul style="list-style-type: none"> <li>A1 : 4 774 m<sup>2</sup>,</li> <li>A2 : 4 564 m<sup>2</sup>,</li> <li>A3 : 3 868 m<sup>2</sup>,</li> <li>A4 : 1 522 m<sup>2</sup></li> </ul>	304 m <sup>2</sup> pour les cellules A2 et A3
B	Longueur : 315 m, largeur : 109 m, hauteur moyenne : 12 m (hauteur utile : 9,9 m)	34 027 m <sup>2</sup>	7 cellules : <ul style="list-style-type: none"> <li>B1 : 4 390 m<sup>2</sup>,</li> <li>B2 : 4 770 m<sup>2</sup>,</li> <li>B3 : 4 765 m<sup>2</sup>,</li> <li>B4 : 4 890 m<sup>2</sup>,</li> <li>B5 : 4 768 m<sup>2</sup>,</li> <li>B6 : 4 495 m<sup>2</sup>,</li> <li>B7 : 4 368 m<sup>2</sup></li> </ul>	304 m <sup>2</sup> pour les cellules B2, B3, B5 et B6, et 613 m <sup>2</sup> pour la cellule B4
C	Longueur : 204 m, largeur : 192 m, hauteur moyenne : 12 m (hauteur utile : 11,68 m)	40 330 m <sup>2</sup>	4 cellules de 9 600 m <sup>2</sup> , dont la cellule 1 est divisée :	350 m <sup>2</sup> pour chaque cellule, au-dessus de la zone de préparation et d'expédition, stockage possible sur une hauteur de 2,5 m
Dont C1A	Longueur : 47,7 m, largeur : 23,8 m		<ul style="list-style-type: none"> <li>C1A : 1 150 m<sup>2</sup>,</li> </ul>	
Dont C1B	Longueur : 23,8 m, largeur : 23,8 m		<ul style="list-style-type: none"> <li>C1B : 574 m<sup>2</sup></li> </ul>	

Les entrepôts sont à simple rez-de-chaussée.

En complément des prescriptions applicables prévues aux arrêtés ministériels applicables, notamment celui du 11 avril 2017 susvisé et son article 4 de l'annexe I :

Dispositions constructives des bâtiments A, B et C			
Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
La structure est stable au feu 1h.	Des écrans thermiques sont présents le long des façades suivantes :	Les portes de communication entre les cellules sont coupe-feu de degré 2h lorsque le	Les parois séparatives concernées doivent dépasser d'au moins 1 m la couverture au droit du
Les toitures répondent	<ul style="list-style-type: none"> <li>pignon Nord de la</li> </ul>		

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

<p>aux exigences de la classe et de l'indice de résistance au feu T30/1 (Eurocode Broof(t3)).</p> <p>Dans la cellule C1B (aérosols), un événement suffisamment dimensionné est mis en place en partie haute du mur formant un exutoire et limitant la surpression. L'ouverture de cet événement est assurée par un verrou dont la résistance sera dimensionnée de façon à céder avant la porte d'accès au local et l'issue de secours.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique sont interdits (effet lentille).</p>	<p>cellule A1 de 9 m minimum de hauteur,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>cellule A4 sur toute la hauteur en façade Sud, ainsi qu'un merlon de 2 m de hauteur minimum en limite Sud de propriété,</li> <li>cellules A1, A2 et A3 de 7 m minimum en façade arrière Ouest,</li> <li>pignon Sud de la cellule B7 de 9 m minimum ou merlon de 3 m de haut,</li> <li>pignon Nord de la cellule B1 de 9 m de hauteur,</li> <li>Ouest de la cellule C1A : écran thermique coupe-feu de degré 2h.</li> </ul>	<p>mur séparatif est de degré coupe-feu 2h, et sont doublées lorsque le mur séparatif est de degré coupe-feu 4h. Elles sont à fermeture automatique, commandables de part et d'autre et asservies par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La détection se fait à la fois au niveau des portes et de chaque côté. La fermeture des portes ne doit pas être gênée par des obstacles.</p> <p>Les portes des cellules C1A et C1B sont maintenues fermées en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>La porte de la cellule C1B présente une résistance aux chocs suffisante pour contenir les effets balistiques des aérosols en cas d'incendie pendant une durée d'au moins 2h.</p>	<p>franchissement.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchées afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>Les cellules sont isolées entre elles 2 à 2 par un mur auto-stable coupe-feu de degré 2h, hormis les cellules accolées suivantes qui sont séparées par un mur coupe-feu 4h :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A2/A3,</li> <li>B2/B3,</li> <li>B3/B4,</li> <li>B5/B6,</li> <li>C1/C2/C3/C4.</li> </ul> <p>La paroi de la cellule C1B présente une résistance aux chocs suffisante pour contenir les effets balistiques des aérosols en cas d'incendie pendant une durée d'au moins 2h.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Avant la mise en service du bâtiment C, l'exploitant réalise ou présente une étude technique prévue aux points 4 et 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé démontrant que les dispositions constructives des 3 bâtiments visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteaux, poutres, ...) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
 de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
 sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**Article 6.1.2 - Désenfumage**

Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations).

Pour les bâtiments A et B, les cantons sont réalisés à l'aide de retombées incombustibles sous toitures d'une hauteur minimale de 1 m.

Pour le bâtiment C, les cantons sont mis en place au moyen d'écrans de cantonnement de 2 m de hauteur.

Les lanterneaux de désenfumage du local de stockage des aérosols sont protégés par un grillage empêchant la projection à l'extérieur d'aérosols.

Toutes les dispositions sont prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumées et de chaleur n'interviennent que postérieurement à l'opération d'extinction (8.1.7).

**Article 6.1.3 - Organisation des stockages**

Aucun stockage n'est autorisé à l'extérieur des bâtiments.

Le stockage de produits dangereux (inflammables, toxiques, comburants, explosifs,...) est interdit quelle que soit la quantité dans les bâtiments A et B, et en dessous des seuils de déclaration (au titre de la nomenclature des Installations Classées) dans le respect des règles de compatibilité et de la règle des cumuls SEVESO 3 pour les cellules du bâtiment C, à l'exception des liquides inflammables qui peuvent être stockés dans la cellule C1A et des aérosols autorisés à être stockés dans la cellule C1B dans les quantités autorisées fixées ci-après.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, ... soient largement dégagés.

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité maximales stockées	Ilotage	Rétention
Bâtiment A	Produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663	<ul style="list-style-type: none"> <li>A1 : 4 132 t,</li> <li>A2 : 3 834 t,</li> <li>A3 : 3 249 t,</li> <li>A4 : 1 287 t</li> </ul>	Hauteur de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <li>en racks sur 5 niveaux maximum (sol + 4) pour une hauteur limitée à 9,9 m, et 8 m pour tous les stockages de polymères (rubriques n°s 2662 et 2663),</li> <li>ou en masse pour une hauteur limitée à 8 m.</li> </ul>	/

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
 autorisant la « SAS LOGICOR 1» à exploiter un bâtiment logistique à usage  
 de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
 sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

			Zone de préparation de commande : 15 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, Stockage en masse sur 2 hauteurs de palette	
Bâtiment B	Produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663	<ul style="list-style-type: none"> <li>• B1 : 3 688 t,</li> <li>• B2 : 4 007 t,</li> <li>• B3 : 4 003 t,</li> <li>• B4 : 4 108 t,</li> <li>• B5 : 4 005 t,</li> <li>• B6 : 3 776 t,</li> <li>• B7 : 3 688 t</li> </ul>	Hauteur de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en racks sur 5 niveaux maximum (sol + 4) pour une hauteur limitée à 9,9 m, et 8 m pour tous les stockages de polymères (rubriques n°s 2662 et 2663),</li> <li>• ou en masse pour une hauteur limitée à 8 m.</li> </ul> Zone de préparation de commande : 15 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, Stockage en masse sur 2 hauteurs de palette	/
Bâtiment C, hors cellules C1A et C1B	Produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C1 : 9 500 t</li> <li>• C2 : 9 500 t</li> <li>• C3 : 9 500 t</li> <li>• C4 : 9 500 t</li> </ul>	Hauteur de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en racks sur 6 niveaux maximum (sol + 5) pour une hauteur limitée à 11,68 m, et 8 m pour les polymères visés par la rubrique n° 2662,</li> <li>• ou en masse pour une hauteur limitée à 8 m.</li> </ul> Zone de préparation de	/

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
 de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
 sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

			commande : 15 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, Stockage en masse sur 2 hauteurs de palette	
Bâtiment C, cellule C1A	Liquides inflammables et produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663	366 t de liquides inflammables  Cellule divisée en zones de collectes inférieures ou égales à 500 m <sup>2</sup>	<p>Hauteur de stockage : 5 m pour les liquides inflammables, en rack ou en masse.</p> <p>La surface au sol des îlots est limitée à 500 m<sup>2</sup> en cas de stockage en masse ; la distance entre 2 îlots est à minima de 2 m.</p> <p>Les stocks sont éloignés des parois de 1 m pour le stockage en masse, et de 0,3 m pour des stockages en rack.</p> <p>Au-dessus, des palettes de marchandises combustibles courantes peuvent être stockées jusqu'à 11,68 m.</p>	<p>Chaque zone de collecte est équipée de dispositifs de collecte, reliés à une rétention déportée enterrée commune totale de 1 310 m<sup>3</sup>, correspondant au volume nécessaire pour la rétention des liquides inflammables (366 m<sup>3</sup>) associé au volume nécessaire à l'extinction de l'incendie (944 m<sup>3</sup>)</p>
Bâtiment C, cellule C1B	Aérosols	100 t	<p>Longueur de stockage : 15 m</p> <p>Hauteur de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 m pour ceux contenant des liquides inflammables, en rack,</li> <li>• 11,68 m pour ceux ne contenant pas de liquides inflammables, en rack.</li> </ul>	/

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

			Zone de préparation de commande : 4,4 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, et à proximité de la cellule C1.	
--	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

En cas de changement d'usage des cellules ou des conditions de stockage, l'exploitant en avertira au préalable l'Inspection des Installations Classées conformément à l'article L. 181-14 du Code l'Environnement.

Les potentiels calorifiques, la densité de la charge calorifique, la vitesse de combustion des matières stockées et le débit de gaz toxiques dégagés sont inférieurs ou égaux aux valeurs retenues dans l'étude de danger.

**Stockage de polymères**

En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots), ne dépassant pas 1 200 m<sup>3</sup>. Le stockage organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Il est interdit d'entreposer d'autres matières combustibles à moins de 2 m des îlots de polymères.

**Stockage d'aérosols**

Ces stockages sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe. Ils sont stockés uniquement dans la cellule concernée, dans des racks grillagés.

La réception de ces aérosols et leur transfert vers leur cellule de stockage dédiée obéit à une procédure particulière imposant notamment le suivi d'un chemin précis, matérialisé au sol, pour minimiser les risques d'incident et de propagation rapide d'incendie. Ils sont acheminés dans les plus brefs délais lors des chargements et déchargements de camions. Il en est de même lors des préparations de commande.

Les zones de manutention et de stockage des aérosols sont maintenus dans un état de propreté strict, aucun carton endommagé d'aérosol ne doit traîner au sol.

Les fourches et les chariots de manutention sont conçus pour minimiser les risques de perforation et de formation d'étincelles. Si des palettes d'aérosols sont endommagées, une procédure spécifique est mise en œuvre pour sécuriser les lieux.

Les racks de stockage sont protégés par un grillage empêchant la projection à l'extérieur d'aérosols.

**Article 6.1.4 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Un interrupteur général placé de façon parfaitement visible dans chaque cellule des 3 bâtiments permet de couper l'alimentation électrique.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**Article 6.1.5 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Le site dispose de voies d'accès engins et d'aires de mise en station des échelles aériennes accessibles en tout temps par une voie de 3 m de large minimum au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade. Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 %,
- elle comporte une matérialisation au sol,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire,
- la distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et de 8 m maximum,
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours,
- l'aire résiste à la force portante calculée :
  - autour du bâtiment C : pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>,
  - autour des bâtiments A et B : pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

Pour les cours camions au droit des bâtiments A et B où s'effectue la rétention des eaux d'extinction d'incendie, ces aires de mise en station des échelles aériennes doivent être accessibles depuis une rampe d'accès non impactée par les eaux d'extinction.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens de tout le site.

Dans le cas où la mise en place des engins de secours au niveau des aires de mise en station des échelles aériennes impacte la voie pompier, il est prévu des surlargeurs afin que les engins de secours puissent circuler librement sur le périmètre du bâtiment malgré la mise en station des moyens sur les voies échelles (véhicules, tuyaux, ...).

Les aires de stationnement des engins de secours (8 m x 4 m) doivent être matérialisées.

**Article 6.1.6 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume minima de :

- 2 200 m<sup>3</sup> pour le bâtiment A : a minima 618 m<sup>3</sup> au droit des cellules sur rétention de 5 cm, et 119 m<sup>3</sup> au niveau des quais pour une hauteur d'eau maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie du réseau d'eaux pluviales), les autres eaux s'écoulent vers le réseau des eaux pluviales et les quais du bâtiment B par gravité,
- 2 389 m<sup>3</sup> pour le bâtiment B : a minima 1 553 m<sup>3</sup> au droit des cellules sur rétention de 5 cm, et 352 m<sup>3</sup> au niveau des quais pour une hauteur d'eau maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie du réseau d'eaux pluviales),
- 2 631 m<sup>3</sup> pour le bâtiment C : a minima 385 m<sup>3</sup> au droit des quais pour une hauteur maximale de 20 cm (une vanne de barrage à fermeture automatique et manuelle est disposée en sortie



### **ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

du réseau d'eaux pluviales et en amont du bassin d'orage, et une autre vanne similaire entre le bassin étanche de 2 246 m<sup>3</sup> et le bassin d'orage), et 2 246 m<sup>3</sup> dans un bassin enterré étanche de 2 246 m<sup>3</sup> sous le parking au Sud du site.

Le cas échéant, un dispositif de rétention supplémentaire (avec qu'une pompe adaptée) doit être mis en place pour confiner les eaux polluées.

En cas d'incendie du bâtiment A ou B, les vannes de barrage doivent être fermées pour les réseaux des eaux pluviales de ces 2 bâtiments.

#### **ARTICLE 6.2 - Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

##### **Article 6.2.1 - Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de 50 personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action des moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Les chariots sans conducteur sont équipés de dispositifs de détection d'obstacles et de dispositifs anti collision. Leur vitesse est adaptée aux risques encourus (plus lente, par exemple, dans les zones où sont entreposés des conteneurs souples).

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention sont remis soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

#### **ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

##### **Article 6.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 complétés et précisés comme ci-après.

Le système d'extinction automatique est composé de :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 1 080 m<sup>3</sup> pour le système d'extinction automatique des bâtiments A et B,
- deux cuves d'eau de 813 m<sup>3</sup> chacune pour le système d'extinction automatique du bâtiment C, au Sud-Ouest du bâtiment C,
- une réserve d'eau (bassin) constituée au minimum de 1 000 m<sup>3</sup> d'eau située au Sud-Ouest du site, sur la voie publique, équipée de 3 raccords pour les engins.

Le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler est présent dans toutes les cellules des bâtiments A, B et C et est adapté aux produits présents, auquel sera éventuellement ajouté des additifs adaptés aux produits stockés et notamment adaptés aux liquides inflammables (eau dopée ou mousse) au niveau de la cellule concernée. Ce réseau dispose d'une nappe sous toiture.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Dans tous les bâtiments, l'activation du système de détection automatique d'incendie et d'extinction incendie entraîne une alarme sonore audible en tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire à l'évacuation avec une autonomie minimale de 5 min sans risque de confusion avec d'autres signalisations utilisées dans le bâtiment ainsi qu'un report d'alarme vers un poste de gardiennage sur le site ou vers une Société de télésurveillance en activité 24h/24 permettant l'exploitation immédiate des informations.

Le réseau incendie est protégé contre le gel. Ce réseau maillé comprend au moins :

- 3 poteaux incendie publics (l'exploitation s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente),
- 8 poteaux incendie disposés autour des bâtiments A et B (3 autour du bâtiment A, 3 autour du bâtiment B, 2 entre les bâtiments A et B). Ceux-ci sont alimentés par le réseau public assurant un débit de 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2h,
- 7 poteaux incendie répartis autour du bâtiment C (dont 5 poteaux de DN 2x100 et 2 poteaux de DN 100 dont l'implantation est diamétralement opposée, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours). Ceux-ci sont alimentés au moyen de deux surpresseurs (dont un de secours) par une réserve aérienne de 840 m<sup>3</sup> au Sud-ouest du bâtiment C munie d'un manomètre. L'implantation des hydrants est réalisée de sorte que tout point du bâtiment soit à moins de 100 m d'un hydrant et que les hydrants soient espacés de moins de 150 m. Ces poteaux permettent de délivrer 420 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars,
- une réserve d'eau complémentaire de 360 m<sup>3</sup> au Nord entre les bâtiments B et C, munie de 3 aires d'aspiration de 32 m<sup>2</sup>, en dehors des flux de 5 kW/m<sup>2</sup>, utilisable pour les trois bâtiments.

Chaque hydrant est en mesure de délivrer un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'accessibilité des poteaux incendie privés est assurée de telle sorte qu'un binôme de sapeurs-pompiers puisse tirer un dévidoir de chacun des poteaux jusqu'à l'entrée des différentes cellules. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Le site dispose d'une motopompe incendie fonctionnant au diesel, associée à une motopompe identique de secours, capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 180 m<sup>3</sup>/h pour les bâtiments A et B et 420 m<sup>3</sup>/h pour le bâtiment C avec une pression en sortie de 1 bar minimum sans dépasser 8 bars.

Le site dispose d'une mise en place d'une aire d'aspiration sur les bassins d'orage et celui des rétentions des eaux d'extinction en vue d'une possible réutilisation en cas de sinistre, pour les 3 bâtiments.

D'autre part, les cellules qui accueillent des produits plastiques et polymères (assimilés à du stockage visé par la rubrique n° 2663) sont équipées d'un système de détection automatique des fumées adapté aux produits stockés avec un report d'alarme vers un poste de gardiennage sur le site ou vers une Société de télésurveillance en activité 24h/24 permettant l'exploitation immédiate des informations.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage du système d'extinction automatique, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, et sur les aires extérieures doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés en nombre et adaptés aux produits stockés et notamment aux liquides inflammables (eau dopée ou mousse) au niveau de la cellule concernée, et à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées, et utilisables en période de gel,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, et des réserves d'émulseur de 1 000 L, notamment à proximité de la cellule C1A.

Les installations doivent être conçues conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus, entretenues, vérifiées et contrôlées régulièrement ; l'exploitant doit assurer la maintenance des appareils de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, RIA...) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques doivent être inscrites sur un registre. Les vérifications périodiques sont notamment :

- pour les extincteurs, les RIA, les poteaux incendie privés : vérification externe annuelle,
- pour les vannes de barrage : test trimestriel de fonctionnement,
- pour les portes coupe-feu : vérification interne trimestrielle, vérification externe annuelle,
- pour les exutoires de fumées : vérification externe annuelle,
- pour le système de sprinklage :
  - test hebdomadaire de fonctionnement,
  - visite semestrielle de la partie hydraulique,
  - visite annuelle de la motopompe,
  - visite triennale de l'installation complète.

Deux accès pour le SDIS sont prévus :

- à l'entrée principale via l'accès entre les bâtiments A et B,
- au Sud-Est du bâtiment C via le chemin rural aménagé ; le portail devra pouvoir être ouvert à tout moment.

L'exploitant doit, avant 3 mois :

- faire répertorier la réserve incendie publique de 1 000 m<sup>3</sup> située à proximité de l'entrée des bâtiments A et B. ; les justificatifs devront être transmis à l'Inspection des Installations Classées et au SDIS de MELUN,
- mettre en place une convention de pompage avec des Sociétés spécialisées.

L'exploitant devra transmettre au SDIS – service risques industriels et DECI sis à MELUN et au SDIS le plus proche du site, avant la mise en exploitation du bâtiment C, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau faisant apparaître :

- pour le réseau privé :

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

- la conformité des poteaux incendie aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) ,
  - le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant doivent être conformes et ne pas être inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants DN 100, et 120 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 2x100,
  - la capacité du réseau à assurer le débit simultané demandé pendant 2h minimum,
- pour le réseau public :
    - la conformité des poteaux incendie aux normes NF EN 14339 avec NFS 61-211/CN et NF EN 14384 avec NFS 61-213/CN,
    - le débit et la pression mesurés individuellement sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100,
    - le débit simultané délivré par le réseau : celui-ci résulte de la somme des débits mesurés simultanément sur 2 appareils d'incendie de DN 100 avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar par hydrant,
    - la capacité du réseau à assurer le débit simultané demandé pendant 2h minimum.

**Article 6.3.2 - Organisation**

Une surveillance des 3 entrepôts par gardiennage et télésurveillance (avec report des alarmes anti-intrusion, alarmes incendie, alarme du réseau d'extinction automatique, alarmes techniques ...) est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

L'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie se fait au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Une procédure d'alerte des différentes infrastructures de transport alentours sera rédigée et intégrée au plan de défense incendie de l'établissement ; le numéro d'urgence d'Aéroports de Paris sera intégré dans l'établissement. Une procédure d'alerte de la société DARTY sera également rédigée et mise en place par l'exploitant.

Afin de favoriser l'accès piétons et cycles du personnel, l'exploitant doit, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, se positionner quant à la mise en place d'un accès contrôlé pour le personnel est réalisé au niveau de l'accès pompier, évoqué lors de l'instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

**ARTICLE 6.4 - Prévention des accidents liés au vieillissement**

Sans objet

**ARTICLE 6.5 - Prévention du risque inondation**

Sans objet

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**ARTICLE 6.6 - Travaux d'entretien et de maintenance – permis de feu**

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant une augmentation des risques (emploi de flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » ou éventuellement « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ils sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'exploitation, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, ...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

**ARTICLE 6.7 - Exercice de lutte contre l'incendie**

Un exercice de lutte contre l'incendie est réalisé sur tout le site dans le trimestre qui suit le début du stockage dans le bâtiment C. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.

Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et tenus à disposition des services d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

---

**TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

---

**ARTICLE 7.1 - Prévention et gestion des déchets**

Les déchets sont principalement stockés temporairement dans des équipements de type bennes de tri et compacteur.

**ARTICLE 7.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants : principalement des déchets ménagers, d'emballages, de cartons, de papiers, de palettes, les boues des séparateurs d'hydrocarbures, les huiles de moteur, les batteries des chariots, des chiffons souillés.

**ARTICLE 7.3 - Limitation du stockage sur site**

L'exploitant met en place toutes les dispositions permettant de limiter la quantité de déchets entreposés sur le site.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

**ARTICLE 7.4 - Gestion des déchets reçus par l'installation**

Aucun déchet extérieur au site ne peut être accepté.

**ARTICLE 7.5 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du Code de l'Environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'Environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 du Code de l'Environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'Environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du Code de l'Environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du Code de l'Environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022  
autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage  
de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne  
sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du Code de l'Environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du Code de l'Environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 7.6 - Registre des déchets**

Un registre des déchets émis par le site doit être tenu et mis à jour par l'exploitant, et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

---

**TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

---

**ARTICLE 8.1 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques n°s 1510, 2925 et 4331**

**Rubrique n° 1510**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé sont applicables :

- le bâtiment C est considéré comme installation nouvelle au titre de cet arrêté, et toutes les prescriptions de l'annexe II sont applicables,
- les bâtiments A et B sont considérés comme installations existantes au titre de cet arrêté. Toutefois, **toutes les prescriptions de l'annexe II sont applicables sous réserve** du respect des annexes V.II, VII et VIII sont applicables.

De plus :

- l'article 3.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé est applicable à tout le site, hormis concernant :
  - la force portante, où la prescription est remplacée par celle-ci pour la voie engins autour des bâtiments A et B : « *la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum)* »,
  - le rayon intérieur, où la prescription est remplacée par celle-ci pour la voie engins autour des bâtiments A et B : « *dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 11 m* »,
- l'article 3.3.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé est applicable à tout le site, hormis concernant :
  - la force portante, où la prescription est remplacée par celle-ci autour des bâtiments A et B : « *l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 3160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum)* »,
- les articles 3.4 et 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé sont applicables à tout le site,

**Rubrique n° 4331**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 susvisé sont applicables :

- le bâtiment C est considéré comme installation nouvelle au titre de cet arrêté, et toutes les prescriptions de l'annexe II sont applicables.

**Rubrique n° 2910**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé sont applicables :

- les chaudières du bâtiment C sont considérées comme installations nouvelles au titre de cet arrêté, et toutes les prescriptions de l'annexe I sont applicables ; les chaufferies sont accessibles uniquement par l'extérieur, la chaufferie n'est accessible qu'aux personnes compétentes,
- les chaudières des bâtiments A et B sont considérés comme installations existantes au titre de cet arrêté, les locaux chaufferie de ces 2 bâtiments disposent de murs coupe-feu 2h et



### **ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

respectent les prescriptions des articles 2.4.1 à 2.4.5, 2.13 ; les chaufferies sont accessibles uniquement par l'extérieur, la chaufferie n'est accessible qu'aux personnes compétentes.

De plus :

- l'article 2.13 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé est applicable à tout le site,
- toutes les chaudières disposent d'un brûleur à démarrage séquentiel, et d'une coupure de l'alimentation en cas de variations de plus de 10% de la pression de gaz aux postes de détente.

#### **Rubrique n° 2925**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé sont applicables :

- le bâtiment C est considéré comme installation nouvelle au titre de cet arrêté, et toutes les prescriptions de l'annexe I sont applicables, hormis la prescription concernant les murs extérieurs de l'article 2.4.1 pour laquelle la Société a demandé une dérogation : les murs (et les portes) sont classés M0 non coupe-feu (la prescription initiale étant : « *Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures* »),
- les bâtiments A et B sont considérés comme installations existantes au titre de cet arrêté ; les prescriptions des articles 4.1, 4.3 à 4.9 de l'annexe I sont également applicables.

De plus, pour les 3 bâtiments :

- les installations sont équipées d'un pressostat, d'une alarme en cas d'incendie,
- toutes les portes menant vers l'intérieur sont coupe-feu de degré 2h,
- les murs des locaux seront recouverts, sur une hauteur de 1 m, d'un revêtement étanche à l'acide. Les effluents seront ensuite recueillis gravitairement dans un bac de rétention étanche aux acides,
- la ventilation naturelle est renforcée par une ventilation mécanique,
- le rejet à l'atmosphère sera par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne pour le voisinage,
- les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée,
- l'atelier sera équipé de dispositifs d'évents correctement dimensionnés et disposés afin d'annuler pour son environnement immédiat les conséquences d'une explosion due à l'activité de charge d'accumulateurs,
- l'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement l'opération de charge des accumulateurs et déclencher une alarme.

#### **ARTICLE 8.2 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement**

Dans les cellules de stockage, le stockage en vrac n'est pas autorisé.

En dehors des heures d'exploitation, le stockage de marchandises n'est pas autorisé dans les zones de préparation.

Le stationnement des poids lourds est interdit sur la voie publique. À ce titre plusieurs places (hors quais) sont réservées aux poids lourds sur le site. Il n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues de secours.

**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Le trafic routier quotidien pour l'ensemble du site est de 600 mouvements de véhicules lourds (1 mouvement = 1 aller ou 1 retour), correspondant à 300 poids lourds.

Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

**ARTICLE 8.3 - Activités connexes**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

**ARTICLE 8.4 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont remplacées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 209 du 17 juin 2008 autorisant la Société GEC 4 à exploiter un parc logistique (bâtiments A et B) à MOUSSY-LE-NEUF (77 230), ZA de la Barogne	Toutes	Remplacées

**ARTICLE 8.5 - Produits phytosanitaires**

L'utilisation de produits phytosanitaires sur le site est interdite.

**ARTICLE 8.6 - Présence éventuelle de locataires de cellules au sein de l'entrepôt**

**Article 8.6.1 - Cas n°1 : exploitation de l'entrepôt directement par le titulaire de l'autorisation**

Si la Société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 de l'annexe du présent arrêté exploite directement l'intégralité des cellules d'entreposage, c'est-à-dire que le personnel présent au sein du site appartient à cette Société, alors il n'y a pas de dispositions supplémentaires à respecter au titre du présent article.

**Article 8.6.2 - Cas n°2 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par un unique locataire**

Si la Société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 de l'annexe du présent arrêté a délégué l'exploitation de l'entrepôt à un unique locataire, le titulaire de l'autorisation doit respecter les dispositions suivantes :

### **ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

- disposer de convention de droits privés entre le titulaire de l'autorisation et le locataire afin de s'assurer que l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral et autres dispositions applicables seront respectées en toutes circonstances,
- la personne physique responsable de l'application du présent arrêté, désignée à l'article 8.7.4 ci-dessous, est tenue de réaliser une fois par trimestre une inspection de l'intégralité du site d'une part, et faire un point avec le responsable du locataire sur les éventuelles difficultés liées à la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral d'exploiter et de manière générale des dispositions applicables aux installations.

#### **Article 8.6.3 - Cas n°3 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par plusieurs locataires**

Si la Société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 du présent arrêté a délégué l'exploitation de l'entrepôt à plusieurs locataires, le titulaire de l'autorisation doit respecter les dispositions suivantes :

- disposer de convention de droits privés entre le titulaire de l'autorisation et le locataire afin de s'assurer que l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral et autres dispositions applicables seront respectées en toutes circonstances,
- définir clairement qui gère les parties et équipements communs (système d'extinction automatique d'incendie, bassins de rétention, etc.),
- indiquer dans un document comment le titulaire s'assure qu'une prescription qui implique plusieurs locataires de manière concomitante est respectée (respect de la situation administrative des installations, etc.),
- la personne physique responsable de l'application du présent arrêté, désignée à l'article 8.7.4 ci-dessous, est tenue de réaliser une fois par trimestre une inspection de l'intégralité du site d'une part, et faire un point avec les responsables des locataires sur les éventuelles difficultés liées à la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral d'exploiter et de manière générale de l'ensemble des dispositions applicables aux installations.

#### **Article 8.6.4 - Information annuelle**

Dans tous les cas de figure précédemment mentionnés, le titulaire de l'autorisation d'exploiter est tenu d'informer chaque année, par courrier, au cours du premier trimestre, l'Inspection des Installations Classées des informations suivantes :

- le choix effectué par le titulaire les modalités d'exploitation du site (entrepôt exploité par le titulaire de l'autorisation ou bien par un locataire ou plusieurs locataires),
- titulaire de l'autorisation :
  - confirmer que la Société titulaire de l'autorisation mentionnée au 1.1.1 n'a pas changé,
  - indiquer le nom de la personne physique appartenant à cette société qui est responsable de la bonne application des prescriptions du présent arrêté préfectoral et de manière générale de l'ensemble des dispositions applicables aux installations, et qui sera responsable sur le plan administratif et pénal du non-respect des dispositions applicables,
- si présence d'un locataire unique (cas n°2) : indiquer le nom de la Société et son numéro de SIRET,
- si présence de plusieurs locataires (cas n°3), indiquer :
  - le nom des Sociétés locataires et leurs numéros de SIRET,
  - de manière précise la(les) cellule(s) occupée(s) par chaque locataire,
  - la gestion des parties et équipements communs.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

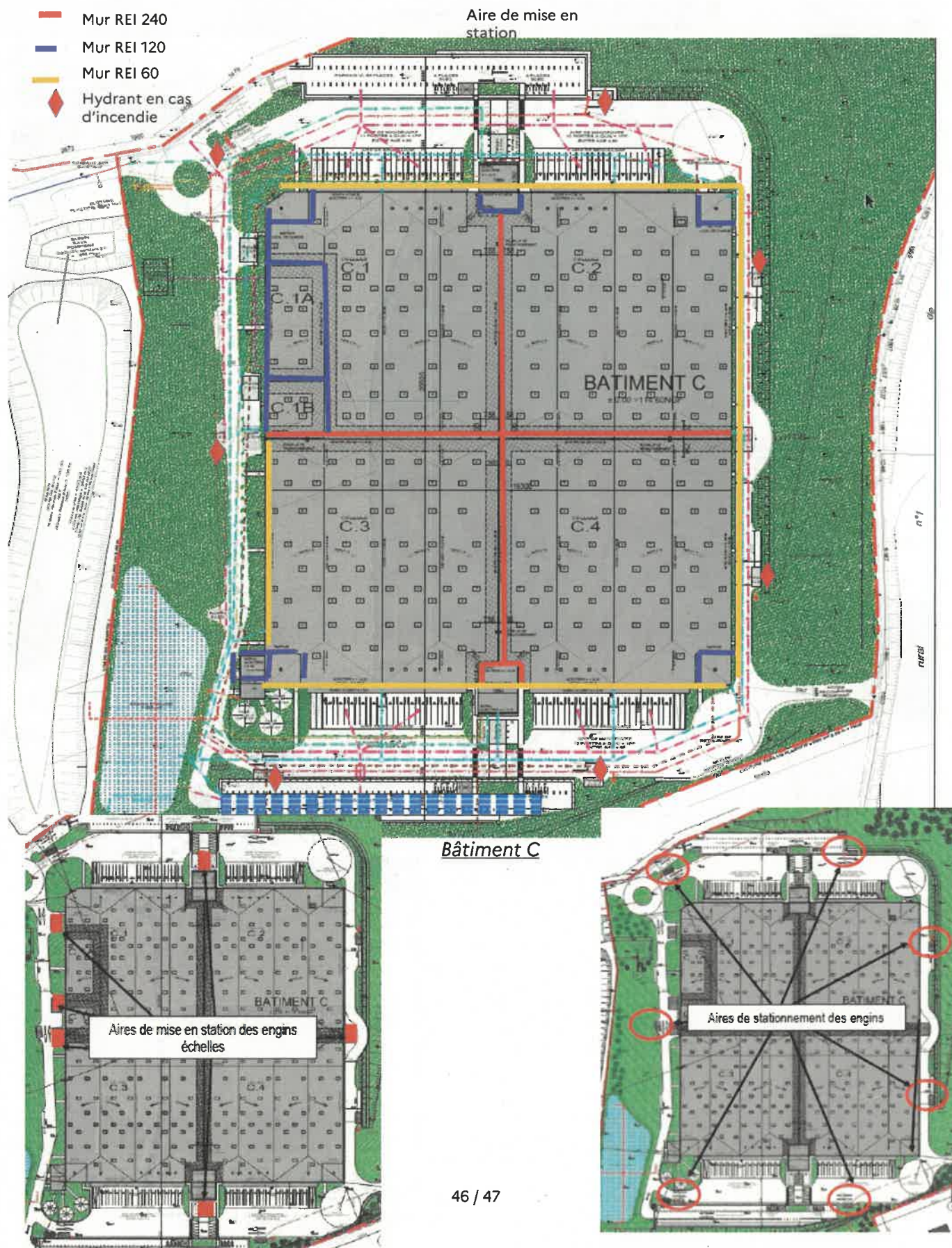
**ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

En cas de changement en cours d'année, l'exploitant est tenu d'en informer l'Inspection des Installations Classées avant sa réalisation.

Dans le cadre de l'exploitation des cellules par un ou plusieurs locataires, il est nécessaire de faire établir un acte authentique qui doit préciser les conditions d'utilisation des cellules et notamment l'absence de verrouillage de l'ensemble des portes piétonnes participants à l'évacuation du personnel. Cet acte sera annexé au registre d'entretien des moyens d'intervention. Une copie sera adressée à l'Inspecteur du travail.



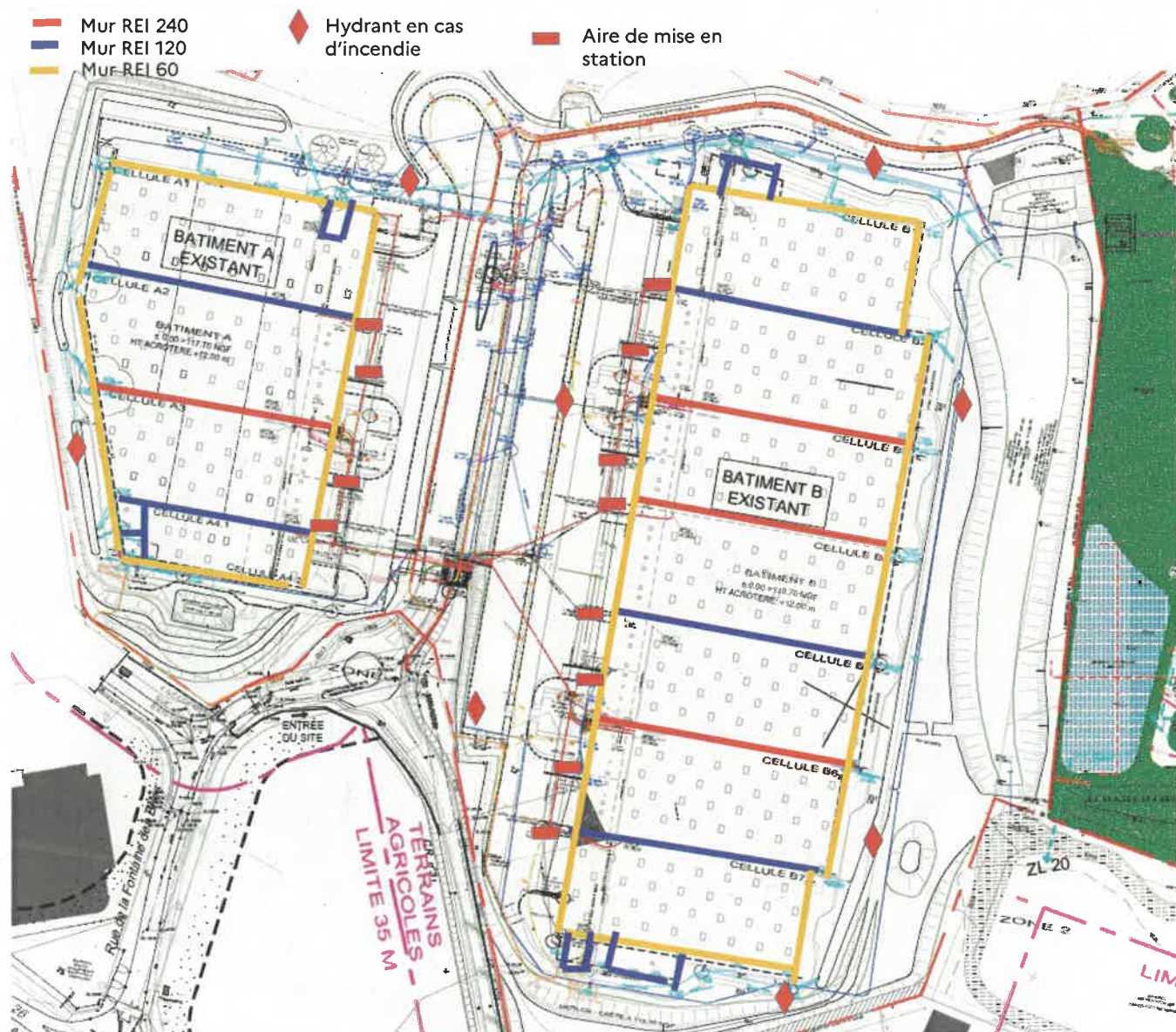
## ANNEXE 2 : PLANS





Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

## ANNEXE 2 : PLANS



Bâtiments A et B

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-40/DCSE/BPE/IC du 14 septembre 2022 autorisant la « SAS LOGICOR 1 » à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de produits divers et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

**ANNEXE 2 : PLANS**



Emplacements des mesures de bruit et d'émergence